

Les enjeux du thème 1 au congrès FSU

Le thème 1 traitera, comme d'habitude, de toutes les questions relatives à l'éducation, la formation et la recherche qui constituent des enjeux essentiels pour l'avenir et l'évolution de la société.

Au moment où les réformes néo-libérales à l'œuvre visent à réorganiser le système éducatif et la recherche selon le modèle du marché, à mettre en concurrence individus et établissements, à affaiblir les services publics, à transformer les missions des personnels, à alourdir leur charge de travail et à dénaturer leurs métier, il s'agit pour la FSU de rappeler le rôle irremplaçable joué par l'Ecole dans l'éducation des jeunes, le rôle émancipateur des savoirs et la nécessité d'élever les qualifications. Il s'agit de défendre le droit de tous les jeunes à une éducation scolaire complète et de qualité, de rappeler la nécessité de relancer la démocratisation et de réaffirmer notre ambition à construire une école publique et laïque pour tous, plus juste et plus égalitaire, qui refuse les fatalismes scolaires et sociaux et qui dispose à tous les niveaux des moyens de lutter contre l'échec scolaire et les inégalités.

Le thème 1 se décompose en un préambule et quatre parties (relatives aux savoirs, aux inégalités sociales, territoriales et éducatives, aux parcours éducatifs et aux personnels). Chaque partie est systématiquement divisée en 3 sous-parties qui traitent toujours dans le même ordre des enjeux, de l'analyse de la politique actuelle, et enfin des propositions de la FSU.

Cinq zooms apportent par ailleurs un éclairage précis sur une question spécifique : la recherche, les évaluations, les projets éducatifs et les territoires, la protection de l'enfance et l'éducation de la jeunesse en difficulté, l'orientation.

La rédaction du texte préparatoire a posé très peu de problèmes dans le groupe.

Il y avait consensus total pour présenter les enjeux. Un terrain d'entente a systématiquement été trouvé pour analyser la politique éducative actuelle, qui tient compte des appréciations des uns et des autres. Il y a eu en revanche débat dans le groupe pour savoir comment on analysait les effets des mobilisations dans l'éducation, l'EE souhaitant minimiser, voire passer sous silence, les reculs du gouvernement dans certains dossiers comme le report de la réforme Darcos du lycée, le changement de ton sur la maternelle, la suppression moins forte des RASED, le retrait momentané des projets d'EPEP. Les militants UA des différents SN ont tenu bon et le préambule mentionne non pas les « reculs » (le mot semble tabou au sein de EE) mais les « concessions » imposées au gouvernement, même si ce dernier ne renonce pas pour autant à ses projets régressifs. Nous n'avons pas eu non plus de problème particulier à lister les propositions de la FSU dans les différents domaines abordés, en veillant à ce que la rédaction prenne bien en compte les positions des différents SN directement concernés. Il y aura peut-être, par exemple, un débat pendant le congrès sur la question du CCF car le SNETAP y est totalement opposé mais pas le SNEP. Nous avons essayé de trouver un point d'équilibre dans les formulations, mais on peut sans doute faire mieux encore.

Sans surprise, c'est la question de la formation des enseignants qui a fait l'objet d'une attention toute particulière tant la question est sensible au sein de la fédération comme au sein des différents syndicats nationaux. Elle est abordée dans le cadre de la 4^{ème} partie relative aux personnels, à leurs métiers, missions et formations. Nous avons pu écrire dans le détail tout ce qui faisait accord dans la fédération, en pesant chaque mot, mais nous ne pouvions pas passer sous silence le fait que certaines questions, comme la place des concours et leur articulation avec les masters, faisaient débat. Ce point est traité dans l'avant-dernier paragraphe du thème 1 entièrement réécrit au moment du CDFN.

La proposition de réécriture du SNES a été validée sans grande difficulté, malgré l'opposition initiale d'EE.

Le IV-3.6. se lit donc ainsi :

« La question de la formation des maîtres est sensible au sein des syndicats nationaux concernés et de la FSU. Les positions des uns et des autres, qui peuvent être divergentes, sont pour partie le fruit de l'histoire du système éducatif, de cultures professionnelles et de pratiques différentes. Ainsi, la place des

Monique Daune aux camarades UA du SNES

concours et l'articulation avec les masters sont des sujets qu'il est nécessaire de continuer à approfondir au niveau fédéral en tenant compte des positions des syndicats nationaux.... ».

Il conviendra donc d'être vigilants dans les congrès départementaux afin que les dynamiques de congrès n'aboutissent pas à faire trancher par la fédération des débats qui opposent certains syndicats nationaux et à faire adopter des positionnements qui seraient en totale contradiction avec ce que portent les différents syndicats directement concernés.